

**Message du Dr. Daniel Mengara aux Gabonais :**  
**« Au pays des sauvages, il faut parler le langage de la sauvagerie »**



**URGENT: Communiqué de presse, pour diffusion immédiate**

Chers compatriotes,

La situation du Gabon est grave. Elle demande redressement. Notre pays ne peut plus continuer à vivre le viol des Bongo Ondimba en toute impunité. Cela fait 44 ans que cela dure. Et, au vu de la consolidation récente du pouvoir désormais quasi monarchique d'Ali Bongo sur le Gabon, notamment avec une Assemblée nationale mal élue lui désormais acquise à près de 100% et une Cour constitutionnelle toujours fortement tenue par l'amante de feu son père, cela a le potentiel de durer encore près de 28 ans.

Il m'est insupportable, à titre personnel, de m'imaginer, dès lors, un Gabon vivant pendant 72 ans sous le joug d'une seule et même famille, d'un seul et même clan, d'un seul et même régime. Et le potentiel de vivre 72 ans sous la dictature d'une seule et même famille, d'un seul et même clan, d'un seul et même régime devrait, tout de suite s'il le faut, révolter chacun d'entre nous et jeter les Gabonais enragés par cette forfaiture dans les rues pour tout brûler, tout casser, tout déstabiliser, et ce jusqu'au départ inconditionnel des Bongo du pouvoir. Aucun Gabonais ne doit plus jamais s'accommoder d'une telle prise en otage. Plus jamais.

Chers compatriotes,

Lors de mes pourparlers avec la société civile, notamment avec Marc Ona Essangui quelques semaines avant l'élection législative au Gabon, au moment où j'essayais encore de savoir si l'action de boycott envisagée visait l'insurrection immédiate ou non, il s'était dégagé deux analyses valables, mais néanmoins diamétralement opposées, sur les conséquences potentielles du boycott électoral auquel le mouvement « Ça suffit comme ça » avait, à raison, convié les Gabonais.

Marc Ona et ses collègues soutenaient, entre autres, la thèse selon laquelle il fallait laisser le PDG aller tout seul aux élections et obtenir librement ses 100% de députés à l'Assemblée nationale, ce qui résulterait en un embarras tellement profond du régime que cela aurait des conséquences politiques désastreuses non seulement sur le plan national, mais aussi sur le plan international. Pour mes collègues de la société civile, l'argument était que le régime se retrouverait forcément non seulement avec une Assemblée à 100% PDG, mais aussi avec un taux d'abstention tellement record qu'un tel résultat ne pouvait que mener à une invalidation pure et simple du scrutin, surtout après que d'éventuels recours et plaintes auront été introduits auprès de certaines institutions nationales et internationales, à l'instar de la Commission des droits de l'homme de l'Union africaine.

Je soutenais, quant à moi, et ceci avec certains de mes amis du mouvement « Bongo Doit Partir » (BDP) et affiliés, la thèse selon laquelle non seulement 100% de députés PDG à l'Assemblée nationale était impossible, mais les Bongo et leur PDG ne seraient jamais assez idiots pour se faire attraper au piège du 100% tendu par la société civile, surtout pas en cette période du 21<sup>e</sup> siècle où même les dictateurs les plus maladroits d'Afrique noire, devant l'insistance de Barack Obama et de la communauté internationale, s'essaient tant bien que mal aux démonstrations de démocraties de façade. J'ajoutais que, de toutes façons, le régime se fabriquerait forcément son propre taux de participation pour masquer officiellement l'abstention record du peuple, et que,

par la suite, même devant la réalité d'une abstention massive, le régime, contrairement à ce que pensaient nos amis de la société civile, se réjouirait sans aucun doute de la victoire facile que lui aura servie l'opposition sur un plateau d'argent, et ce parce que l'opposition semblait opter pour une forme de boycott passif qui portait les germes d'une élection sans blocage, sans insurrection et sans violence. Autrement dit, je ne voyais pas par quel miracle le régime des Bongo se sentirait embarrassé par un tel résultat vu que, sachant ce que nous savons de la moralité de ses dirigeants, les Bongo en tête, même avec 1% de participation, ils sableraient plutôt le champagne et vanteraient les mérites et la maturité d'une « démocratie » gabonaise « émergente » sachant désormais organiser des élections sans fraude et sans violence. C'est d'ailleurs cette qualité de « maturité » démocratique qu'Ali Bongo vient de vanter dans son discours à la nation du 31 décembre 2011. Ce qu'il fallait donc à mon sens, c'était essayer de bloquer l'élection et, pourquoi pas, organiser une insurrection en bonne et due forme pour débarrasser le pays des Bongo une bonne fois pour toutes ! L'option insurrectionnelle, hélas, ne fut jamais retenue.

Chers compatriotes,

Il s'avère paradoxalement que, sur la base de ces deux points de vue, Marc Ona et moi avions tous les deux raison, et nous avions également tous les deux tort, chacun à sa manière.

Jamais je ne me serais en effet imaginé que le régime des Bongo Ondimba, exactement comme le présentait Marc Ona Essangui, irait jusqu'à se donner un résultat de près de 100% de députés PDG à l'Assemblée nationale. Ma croyance, désormais avérée erronée, était qu'Ali Bongo était tellement préoccupé par le souci de donner une (fausse) image de démocrate au niveau national et international, surtout avec la CAN 2012 qui s'annonçait, qu'il allait forcément donner des instructions à son régime pour que cette élection pourtant sans enjeux et sans opposition crédible soit l'occasion pour lui et ses feudataires de doser comme à leur habitude les résultats aux fins, cette fois, de montrer au monde les fameux « progrès » de la démocratie au Gabon qu'ils ne cessent de vanter depuis 2009 ! Je pensais ainsi que, devant le boycott de l'opposition, tout ce que le PDG avait à faire pour se sauver la face et créer l'illusion d'une avancée démocratique au Gabon était de diminuer sa représentation à l'Assemblée nationale de quelques deux ou trois députés et laisser le reste à ses affiliés de la majorité présidentielle pour donner une illusion de démocratie favorable à l'image que je croyais Ali Bongo en train de vouloir cultiver. Sur ce point, j'ai eu tort et Marc Ona a eu raison, le PDG s'est, en effet, tapé ses près de 100% de députés à l'Assemblée nationale !

Dont acte.

Les Bongo et leur PDG s'en sont-ils pour autant retrouvés embarrassés comme le prévoyaient mes collègues de la société civile? Non, car non seulement l'embarras n'a jamais nulle part au monde fait tomber une dictature, il n'a pas non plus empêché le PDG, si l'on en croit les résultats de l'élection législative de du 17 décembre 2011, de se fabriquer, exactement comme je l'avais pressenti, son propre taux de participation pour contredire celui de 10% avancé par l'opposition. Pire, le PDG a, comme on pouvait s'y attendre, tout simplement sablé le champagne pour fêter avec une déroutante arrogance, c'est-à-dire sans remord et sans gêne, ses près de 100% de députés à l'Assemblée nationale. On n'a trouvé nulle part en ce régime ni la moralité escomptée au vu des conditions inacceptables de cette élection ni les remises en cause de rigueur dans ce type de situations. Ce qu'on a plutôt vu, c'est l'affirmation sans fards d'une hégémonie politique qui, désormais, confirme la liquidation finale de tous les acquis démocratiques issus de la Conférence Nationale de 1990. Et comme je le craignais, Ali Bongo, avec sa propre Assemblée mal élue, a désormais les pleins pouvoirs pour faire du Gabon ce qu'il veut, en toute impunité.

Sur ces points, Marc Ona et ses amis ont eu tort.

Tort non pas d'avoir appelé les populations au boycott. Car en l'absence de tout mouvement insurrectionnel, le boycott restait en effet la seule position digne pour le peuple gabonais. Il ne fallait pas du tout participer car

participer sans blocage ni insurrection aurait abouti à une validation du résultat de l'élection. Le choix était donc simple : soit organiser en amont, comme je le préconisais, un blocage actif qui rendrait impossible la tenue de l'élection, soit une participation stratégique qui, suite à des meetings activistes pendant la campagne, aurait conduit à une insurrection le jour du vote (également comme je le préconisais), ou alors, enfin, boycotter tout simplement le scrutin comme le préconisait la société civile, sans insurrection et sans violence, et tirer satisfaction morale de l'humiliation infligée aux Bongo et à leur régime, tout en gardant l'espoir d'une miraculeuse annulation du scrutin.

Non, ils n'ont pas eu tort d'avoir organisé le boycott. Loin de là.

Là où ils ont eu tort, nos collègues de la société civile, leur seul tort, c'est, plutôt, je crois, de n'avoir pas tenu compte non seulement du caractère immoral du régime des Bongo, mais aussi de son arrogance, donc de ces traits qui, depuis 1967, devraient avoir convaincu l'opposition de l'incapacité de ce régime à reculer devant des questions morales. Les Bongo, nous le savons, ne reculent que lorsque poussés par le pouvoir de la rue, comme ce fut le cas en 1989-1990. Quand on essaie de raisonner avec eux ou de se montrer « responsable » comme l'opposition a essayé de faire convivielement depuis 1990, les Bongo se montrent arrogants car se croyant invincibles en l'absence d'une opposition insurrectionnelle. Bref, nos collègues de l'opposition ont eu tort de ne pas répondre à l'arrogance des Bongo par une insurrection en bonne et due forme.

Une arrogance confirmée le soir du 31 décembre 2011 quand, dans son message à la nation, Ali Bongo est venu lui-même à la télévision nationale non seulement « se réjouir » du résultat d'une élection pourtant reconnue tronquée par tout le monde, mais aussi narguer les Gabonais. En effet, en présentant sa nouvelle Assemblée mal élue comme l'instrument qui lui permettra de concrétiser sa « foi de faire du Gabon un pays émergent à l'horizon 2025 », Ali Bongo s'est trahi et s'est confirmé comme le dictateur qu'il est. Non seulement il a projeté son règne jusqu'en 2025 au moins, confirmant ainsi aux Gabonais qu'il compte bien rester au pouvoir pendant trois mandats de 7 ans (2009-2016, 2016-2023, 2023-2030), soit 21 ans au minimum (et pourquoi pas, mourir au pouvoir comme son père), il semble aussi avoir oublié qu'il y aura d'autres élections législatives avant 2025 qui, dans une prétendue démocratie, ne devraient aucunement lui garantir une Assemblée assujettie ! Autrement dit, Ali Bongo Ondimba semble déjà annoncer les élections futures comme de simples formalités par lesquelles il compte bien continuer à se doter d'assemblées nationales frauduleusement acquises à sa politique de la mangeoire ! Pire, les Gabonais, selon ses propres projections, ne verront même pas les résultats du « Gabon émergent » avant au moins 21 ans, puisqu'il dit lui-même avoir besoin de ses Assemblées mal élues et de tous ses pouvoirs de dictateur jusqu'en 2025 au moins, date à laquelle les Gabonais, s'ils ont de la chance, verront enfin, peut-être, les résultats de la fameuse politique d'émergence ! Deux ans, déjà, d'immobilisme économique et de régression démocratique depuis 2009, pour promettre quoi aux Gabonais ? D'autres rêves et d'autres illusions pour dans 19 ans ??

Voilà donc à quoi nous avons affaire désormais, chers compatriotes. Un régime immoral et arrogant, dont la bassesse morale n'a d'égale que sa bassesse politique.

Là où, ailleurs, des chefs d'état responsables auraient interprété l'abstention massive à cette énième élection volée non seulement comme un désaveu du peuple, mais aussi comme un recul inacceptable de la démocratie qui eût mérité que des têtes tombassent non seulement au sein du PDG, mais aussi au sein du gouvernement, avec en prime l'annulation pure et simple d'un scrutin totalement aux antipodes des principes de légitimité et de démocratie participative qui consolident et intronisent l'Etat de droit, c'est le spectacle de l'arrogance, de l'impunité, de l'immoralité et de l'arbitraire qui est offert aux Gabonais à tous les niveaux de la vie publique de notre pays, et ce depuis les plus petits parasites politiques de la nébuleuse PDG jusqu'au sommet de l'Exécutif bongoïste. Par ailleurs, quand un régime, plutôt que d'en tirer les leçons idoines, se met, paradoxalement, à se réjouir d'une abstention électorale que lui-même fixe pourtant à près de 70%, c'est que le comble de la pourriture mentale et morale a été atteint.

Nous avons donc au Gabon, chers compatriotes, un système politique désormais totalement pourri. Les choses ne peuvent qu'empirer, non seulement en termes de confiscation des droits démocratiques des Gabonais, mais aussi en termes de confiscation du droit de notre peuple à la dignité, au progrès et à la poursuite du bonheur.

La conclusion est donc simple: au Gabon, nous sommes désormais au pays des sauvages.

La question fondamentale à laquelle les Gabonais doivent désormais répondre est, par conséquent, la suivante: Quand en face de soi, et ceci depuis 44 ans, on a un régime qui ne cesse de rendre acceptables toutes les déviances et les normaliser, quand on a en face de soi des sauvages qui ne cessent d'établir l'animalité comme mode de gestion de l'Etat, pourquoi s'entêter, comme nous l'avons fait au sein de l'opposition depuis au moins 22 ans, à vouloir se montrer civilisés et responsables ? Pourquoi s'entêter à privilégier le dialogue et les compromissions quand on a en face de soi des animaux qui ne comprennent que le langage de la sauvagerie?

Quand on a en face de soi des bandits prenant en otage l'Etat et le devenir de toute une nation, on se doit, en face, d'être des bandits et de répondre par le banditisme. L'opposition gabonaise ne doit plus se contenter de subir, elle ne doit plus se contenter d'attendre d'Ali Bongo qu'il soit le juge et la partie de sa propre déchéance. Cela n'arrivera jamais, du moins tant qu'il n'y aura pas été poussé, forcé.

Il me semble tout simplement qu'une opposition cohérente et responsable, une fois confrontée à la sauvagerie des Bongo pendant 22 ans, ne peut plus, dans un pays comme le Gabon, se permettre de parler un autre langage que celui de la sauvagerie.

Voilà pourquoi, pour ma part, et devant l'urgence, je ferai dans les tous prochains jours, en mon nom propre et au nom du mouvement « Bongo Doit Partir » que je dirige, une déclaration d'envergure nationale qui non seulement mettra en orbite mon plan de retour au Gabon en vue de mener moi-même sur le terrain (et avec ceux qui pensent comme moi) le combat insurrectionnel du peuple en vue de sa libération, mais aussi d'inviter le peuple, dans la diaspora comme au pays même, à un plan de travail qui changera fondamentalement le paradigme et les méthodes du combat de libération nationale que les Gabonais se doivent désormais de mener contre les Bongo. Pour éviter de continuer à subir la même famille, le même clan et le même régime, pendant plus 72 ans.

Au pays des sauvages, il faut parler le langage de la sauvagerie. Les Français, jadis, décapitèrent leurs rois sauvages. Pourquoi pas nous au Gabon ?

Bonne année à tous.

Fait le 1<sup>er</sup> janvier 2012 à Montclair, New Jersey (USA)

Dr. Daniel Mengara  
Président, mouvement "Bongo Doit Partir"

P.O. Box 3216 TCB  
West Orange, New Jersey 07052  
USA

Tél.: 973-447-9763  
Fax: 973-669-9708